

SUR LA DÉFINITION DE L'ÉTAT...

Chacun sait que la notion d'État est une des bases fondamentales de la critique anarchiste de la société.

De tout temps ce problème a été crucial et toutes les écoles philosophique, religieuse, ou politique se sont donné comme un de leurs buts une définition de l'État ou du moins une justification.

En fait, toutes ces écoles se sont heurtées au même obstacle: l'analyse dans un lieu donné et dans un temps donné. Une seule théorie semble avoir saisi la nécessité d'une analyse historique et géographique, c'est la doctrine marxiste. Mais la présence d'un État marxiste démontre que la faille n'est plus ici dans le passé mais l'avenir.

Au cours d'une série d'articles qui paraîtront régulièrement dans «*Le Monde Libertaire*», nous allons aborder l'ensemble de ces problèmes en commençant par le marxisme. Aussi dans ce premier article n'avons-nous pas l'intention d'épuiser le sujet. Nous nous bornerons à montrer la contradiction philosophique du système marxiste. Notre deuxième article réfutera les justifications marxistes ou «*pseudo-marxistes*» de l'État marxiste.

A PROPOS DE LA DÉFINITION MARXISTE DE L'ÉTAT

Ouvrons le dictionnaire philosophique de P. Rosenthal et Ioudine (Éditions en langues étrangères, Moscou, 1965), nous y trouvons trois articles concernant l'État. Tout d'abord le mot État analysé seul, une analyse de l'État et la Révolution (Lénine) et enfin un article intitulé: État socialiste. Vu l'ouvrage, les thèses développées doivent être foncièrement marxistes, ou du moins si nous en croyons les détracteurs de Kroutchev, des thèses représentant le courant moderne du marxisme léninisme.

Tout d'abord notons les contradictions: le début de l'article sur l'État et le fait d'analyser plus loin le terme *État socialiste* semble relever d'un paradoxe. En effet, tout de suite, est donnée une définition qui semble sans appel:

ÉTAT: Organisation politique de la classe économiquement dominante, qui a pour but de sauvegarder le régime économique existant et de réprimer la résistance des autres classes. «L'État, c'est une machine destinée à maintenir la domination d'une classe sur une autre» (Lénine - «De l'État»).

La question se pose alors: dans une société socialiste, c'est-à-dire une société où, théoriquement, toute propriété privée des moyens de production est abolie, c'est-à-dire une Société sans classe, l'État socialiste est l'organe de domination de répression de quelle classe? Car en effet il faut qu'il y ait domination et répression de classe puisque l'essence même de l'État nous est ainsi présentée. Domination du prolétariat sur la bourgeoisie? Impossible, puisque la bourgeoisie n'existe plus, n'ayant plus les attributs qui font d'elle la bourgeoisie. La question reste posée donc de savoir qui opprime et qui est opprimé dans l'État socialiste.

Peut-être que l'article sur ce sujet nous éclairera. Voyons, notons tout de suite l'affirmation que c'est un État:

ÉTAT SOCIALISTE: Type d'État nouveau créé pour la première fois par la classe ouvrière de l'U.R.S.S.

Arrivons enfin à la réponse que nous cherchons:

L'État socialiste est un «État démocratique d'une MANIÈRE NOUVELLE (pour les prolétaires et les non possédants en général) et DICTATORIAL D'UNE MANIÈRE NOUVELLE (contre la bourgeoisie)».

Ainsi l'État socialiste est donc l'instrument de la domination du prolétariat sur la bourgeoisie. Or, Marx nous dit:

L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour condition essentielle l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital. (Manifeste du Parti Communiste).

La bourgeoisie ainsi définie par Marx a cessé d'exister en U.R.S.S. Donc l'axiome premier d'État socialiste instrument de domination du prolétariat sur la bourgeoisie, est un non-sens en lui-même. Non-sens que les marxistes ont compris puisqu'ils font intervenir la notion de «protection».

«La fonction de répression militaire à l'intérieur du pays a disparu puisque l'exploitation a été supprimée et que les exploiteurs n'existent plus. La fonction de répression a fait place à celle de protection de la société socialiste contre les voleurs et les dilapideurs du bien public».

Voilà notre État socialiste qui ne joue plus que le rôle de gendarme, du rôle économique du prolétariat il n'en est plus question, ni non plus d'ailleurs de la défunte bourgeoisie.

A croire que l'U.R.S.S. n'est peuplée que de voleurs et de corrupteurs, car, enfin, consacrer un si important budget à ce rôle me semble aller au-delà du but à atteindre.

En fait, la contradiction est bel et bien là. L'État a bien un rôle de domination et d'exploitation, et quelles que soient les modifications à la première définition, elles ne peuvent qu'estomper certains aspects, mais le fond n'en demeure pas moins certain. S'il y a État, il y a exploitation, donc classe sociale. Prétendre le contraire serait ouvrir la voie aux théories réformistes et s'acheminer vers l'intégration du travail aux organismes d'exploitation dans le but «*d'une gestion équitable des biens publics et bien entendu par public, il faut entendre privé*».

Nous ne chercherons pas ici à étendre le débat et volontairement nous nous abstiendrons de résoudre ce problème qui fera l'objet d'un nouveau développement.

(A suivre).

Julien STERN.